



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Commission des institutions

Rapport

Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 26 – Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics

Procès-verbaux des séances des 15 et 16 janvier 2015

Dépôt à l'Assemblée nationale :
n° 730-20150210

QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE SÉANCE, LE JEUDI 15 JANVIER 2015	1
REMARQUES PRÉLIMINAIRES	3
AUDITIONS	3
DEUXIÈME SÉANCE, LE VENDREDI 16 JANVIER 2015	5
AUDITIONS (suite)	6

ANNEXE

- I. Liste des personnes et des organismes qui ont été entendus

Première séance, le jeudi 15 janvier 2015

Mandat : Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 26 – Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (Ordre de l’Assemblée le 5 décembre 2014)

Membres présents :

- M. Ouimet (Fabre), président

- M. Boucher (Ungava)
- M. Charette (Deux-Montagnes)
- M. Cloutier (Lac-Saint-Jean), porte-parole de l’opposition officielle en matière de justice
- M^{me} Hivon (Joliette) en remplacement de M^{me} Poirier (Hochelaga-Maisonneuve)
- M. Merlini (La Prairie)
- M. Rousselle (Vimont)
- M. Roy (Bonaventure) en remplacement de M. Bérubé (Matane-Matapédia)
- M^{me} Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d’opposition en matière de justice et d’intégrité
- M^{me} Vallée (Gatineau), ministre de la Justice

Témoins (par ordre d’intervention) :

Ville de Montréal :

- M. Denis Coderre, maire
- M. Lionel Perez, membre du comité exécutif et responsable des infrastructures, de la gouvernance et des relations gouvernementales
- M^e Benoît Dagenais, directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef

Association de la construction du Québec :

- M. Luc Bourgoin, directeur général
- M. Marc Dugré, vice-président finances
- M^e Pierre Hamel, directeur des affaires juridiques et gouvernementales

Corporation des entrepreneurs généraux du Québec :

- M. Benoit Lussier, président

- M. Luc Martin, vice-président exécutif
- M. Fouad Geara, vice-président du conseil d'administration
- M^e Pierre-Stéphane Dagenais, secrétaire du conseil d'administration

Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec :

- M^e Gisèle Bourque, directrice générale
- M^e Denis Houle
- M^e Émilie Truchon

Ville de Laval :

- M. Marc Demers, maire
- M. Serge Lamontagne, directeur général
- M^e Patrice Guay, directeur du Service du contentieux

Institut des administrateurs de sociétés :

- M^e Thierry Dorval, président
- M^e Robert Paré, membre du conseil d'administration
- M^e Stéphane Rousseau, professeur titulaire de la Chaire en gouvernance et droit des affaires, Faculté de droit, Université de Montréal

Conseil du patronat du Québec :

- M. Yves-Thomas Dorval, président-directeur général
- M^e Guy-François Lamy, directeur des affaires juridiques

Fédération des chambres de commerce du Québec :

- M. Stéphane Forget, vice-président, stratégie et affaires économiques
- M. Alain Dufour, consultant
- M^e Kateri-Anne Grenier

Association des ingénieurs-conseils du Québec :

- M. Denis Tremblay, délégué
- M^e Patrice Morin, membre associé

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 9 h 38, M. Ouimet (Fabre) déclare la séance ouverte.

M^{me} la secrétaire informe la Commission des remplacements.

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

M^{me} Vallée (Gatineau), M. Cloutier (Lac-Saint-Jean) et M^{me} Roy (Montarville) font des remarques préliminaires.

AUDITIONS

La Commission entend la Ville de Montréal.

À 10 h 47, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend l'Association de la construction du Québec.

À 11 h 47, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec.

À 12 h 45, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 14 heures.

À 14 h 01, la Commission reprend ses travaux.

La Commission entend l'Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec.

À 14 h 59, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend la Ville de Laval.

À 16 h 02, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend l'Institut des administrateurs de sociétés.

À 17 h 04, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend le Conseil du patronat du Québec.

À 17 h 57, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30.

À 19 h 32, la Commission reprend ses travaux.

La Commission entend la Fédération des chambres de commerce du Québec.

À 20 h 34, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend l'Association des ingénieurs-conseils du Québec.

À 21 h 24, M. le président lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au vendredi 16 janvier 2015, à 9 heures.

La secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Anik Laplante

Gilles Ouimet

AL/vb

Québec, le 15 janvier 2015

Deuxième séance, le vendredi 16 janvier 2015

Mandat : Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi n° 26 – Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (Ordre de l'Assemblée le 5 décembre 2014)

Membres présents :

- M. Ouimet (Fabre), président
- M. Boucher (Ungava)
- M. Charette (Deux-Montagnes)
- M. Cloutier (Lac-Saint-Jean), porte-parole de l'opposition officielle en matière de justice
- M^{me} Hivon (Joliette) en remplacement de M^{me} Poirier (Hochelaga-Maisonneuve)
- M. Merlini (La Prairie)
- M. Rousselle (Vimont)
- M^{me} Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière de justice et d'intégrité
- M^{me} Vallée (Gatineau), ministre de la Justice

Témoins (par ordre d'intervention) :

Vérificateur général du Québec :

- M. Michel Samson, vérificateur général par intérim
- M. Serge Giguère, vérificateur général adjoint par intérim
- M. Alain Fortin, directeur principal en optimisation des ressources

Ville de Gatineau :

- M. Maxime Pedneaud-Jobin, maire
- M. Patrick Robert-Meunier, responsable du dossier
- M^e Claude Alain

Directeur général des élections du Québec:

- M^e Lucie Fiset, directrice générale des élections
- M^{me} Catherine Lagacé, secrétaire générale
- M^e Benoît Coulombe, directeur des affaires juridiques par intérim
- M. Denis Lafond, directeur du financement des partis politique

Union des municipalités du Québec :

M^{me} Suzanne Roy, présidente

M^c Diane Simard, directrice des Services juridiques et secrétaire

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 9 h 03, M. Ouimet (Fabre) déclare la séance ouverte.

M^{me} la secrétaire informe la Commission des remplacements.

AUDITIONS (suite)

La Commission entend le Vérificateur général du Québec.

À 10 h 02, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend la Ville de Gatineau.

À 11 h 04, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend le Directeur général des élections du Québec.

À 11 h 50, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

La Commission entend l'Union des municipalités du Québec.

À 12 h 37, M. le président lève la séance et la Commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux sine die.

La secrétaire de la Commission,

Le président de la Commission,

Original signé par

Original signé par

Anik Laplante

Gilles Ouimet

AL/vb

Québec, le 16 janvier 2015

ANNEXE I

Liste des personnes et des organismes qui ont été entendus

Liste des personnes et des organismes qui ont été entendus

Association de la construction du Québec	004M
Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec	006M
Association des ingénieurs-conseils du Québec	008M
Conseil du patronat du Québec	010M
Corporation des entrepreneurs généraux du Québec	009M
Directeur général des élections	001M
Fédération des chambres de commerce du Québec	007M
Institut des administrateurs de sociétés	003M
Union des municipalités du Québec	002M
Vérificateur général du Québec	013M
Ville de Gatineau	012M
Ville de Laval	005M
Ville de Montréal	011M